

Avant-propos

DES PETITS SARKOZY PAR MILLIERS

La profession d'avocat d'affaires est parfaitement honorable. Mais elle réclame des qualités qui ne sont pas forcément celles que l'on attend d'un homme politique. À moins que ce dernier conçoive la gestion des affaires de la France comme un enchaînement de dossiers à traiter les uns après les autres, avec à l'appui, chaque fois, de copieux honoraires. C'est pourtant l'option choisie par Nicolas Sarkozy. Le président de la République est et reste un avocat d'affaires. Marie-Ève Malouines, dans *Nicolas Sarkozy, le pouvoir et la peur*, pousse le bouchon encore plus loin : « Il raisonne comme un avocat, et fait de la politique comme un avocat », écrit-elle, ajoutant « Nicolas Sarkozy n'envisage les enjeux politiques que comme une succession de dossiers qu'il faut étudier et gagner. Peu importe que les arguments qui permettent de conclure la première affaire ne soient pas compatibles avec ceux de la seconde, l'essentiel est d'avoir gagné les deux dossiers¹ ».

Inutile ensuite de reprocher au chef de l'État de ne pas être habité par une certaine idée de la France : il n'a tout simplement pas d'idée, et surtout pas de suite dans les idées. Il peut donc en changer du jour au lendemain. Il n'est pas préoccupé par une « idée », qu'il assimile à une idéologie inutile, mais par l'opportunité, synonyme

1. Marie-Ève Malouines, *Nicolas Sarkozy, le pouvoir et la peur*, Stock, 2010, p. 42-43.

d'action. C'est l'opportunité qui lui tient lieu de vision. L'opportunité a ceci de commode qu'elle légitime par avance tous les changements de direction. Citons le bouclier fiscal, présenté comme le marqueur de son quinquennat, jeté aux orties sans état d'âme. L'élection de Nicolas Sarkozy en 2007 marque une profonde cassure dans l'histoire de notre pays. Si François Mitterrand et Jacques Chirac, ses prédécesseurs à l'Élysée, ne laissent pas forcément le souvenir d'une République irréprochable, ils avaient au moins un sens certain de l'État. Rien de tout cela chez Nicolas Sarkozy. Militant politique et avocat d'affaires, il s'est toujours mis exclusivement au service d'intérêts privés. Les sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot constatent que le monde des affaires a pris le contrôle du pouvoir politique. « Le patronat industriel et surtout financier s'est payé un homme de main. Nicolas Sarkozy, qui ne possède pas un bagage intellectuel particulièrement extraordinaire, est à leur service », nous confient-ils.

Muni d'un certificat d'aptitude à la profession d'avocat (Capa) décroché avec un modeste dix sur vingt, Nicolas Sarkozy n'a pas imaginé une seule seconde prendre la défense de la veuve et de l'orphelin. Pistonné par sa mère, elle-même avocate, il entre à vingt-six ans chez Guy Danet, associé d'un grand cabinet parisien, installé dans le XVII^e arrondissement de Paris. Nous sommes en 1981, année de la victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle, et le jeune Nicolas Sarkozy prête allégeance aux riches, aux puissants, aux « people ». Comment, un quart de siècle plus tard, une majorité de Français a-t-elle pu croire que cet avocat trivial, cynique, puéril et sans scrupules, soupçonné de « péter les plombs » régulièrement, pourrait bousculer l'ordre établi? Comment oublier que le maire de Neuilly n'a jamais cessé de trahir ses amis, Florence d'Harcourt, députée des Hauts-de-Seine,

Charles Pasqua, président de ce département, Jacques Chirac, candidat à l'élection présidentielle, et sa fille Claude?

Ce livre dresse la très longue liste des turpitudes de la bande qui a pris le contrôle de la France et n'entend pas le lâcher en 2012. Il y a les affaires connues, comme celles touchant la très riche Liliane Bettencourt, vache à lait de politiciens peu scrupuleux, ou le très sulfureux Bernard Tapie, renfloué par une décision de justice guidée par l'Élysée. Des histoires moins connues, où il est question d'un gestionnaire de fortune suisse, qui rendait fréquemment visite à Nicolas Sarkozy à la mairie de Neuilly, et de l'abracadabrant attribution du port de Conakry, en Guinée, à l'ami Vincent Bolloré. Sans oublier l'exil fiscal du chanteur Johnny Hallyday à Gstaad, encouragé par le chef de l'État. Et comment passer sous silence l'épisode de l'Épad, au cœur duquel Nicolas Sarkozy tenta d'imposer Jean, son fils de vingt-trois ans, triplant sa seconde année de droit, à la tête du plus grand centre d'affaires d'Europe? Confusion entre intérêts familiaux et intérêt d'État encore, lorsque le président Sarkozy tente de protéger son mariage. Aucun président n'avait encore usé des services secrets pour traquer les cancans sur son couple dans les dîners en ville. N'oublions pas les proches amis de Nicolas Sarkozy, tels Patrick et Isabelle Balkany, Manuel Aeschlimann, et les histoires de famille des Ceccaldi-Raynaud, à Puteaux, commune voisine de Neuilly: du grand-père au petit-fils, en passant par la fille...

Ce n'est pas tout. Depuis 2007, ce président affairiste, opportuniste sans limite, incarne et diffuse un mode de pensée dominant, celui de l'impunité, du « plus c'est gros, plus ça marche », de l'immoralité, du « court-termisme », du résultat kleenex. Dans tout l'Hexagone se sont éveillés des milliers de petits Sarkozy galvanisés par l'exemple présidentiel. Ce qui se faisait à la marge,

sans laisser de traces, s'affiche au grand jour, sans complexes. Le modèle est celui du battant, pour qui la fin justifie les moyens. Dans le Sarkoland, les managers légitiment l'action pour l'action, le résultat pour le résultat, la vitesse pour la vitesse. À l'image de ce président de la République capable de réduire à deux heures et demie une visite d'État dans un pays africain! Dorénavant, dans les administrations, les grandes entreprises, on vire brutalement de bâbord à tribord, avant de repasser, tout aussi vite, de tribord à bâbord, avec pour tout horizon l'absence de port.

Mais si notre système ne fonctionne plus, si toutes les barrières psychologiques ont sauté, s'il n'y a plus de limites, pouvons-nous pour autant rester les bras ballants? « Les Français ne peuvent plus déléguer l'organisation des pouvoirs à des élus qui trahissent leurs mandats. Il faut instituer un contrôle citoyen », propose Séverine Tessier, la fondatrice d'Anticor, une association de lutte contre la corruption, dans un récent rapport intitulé « La France pillée... Savoir pour agir ». Car ce qui est pillé, ce n'est pas seulement la richesse matérielle détournée par une bande pour son propre profit. C'est aussi notre image dans le monde et notre propre représentation du monde. Appelons ça nos valeurs ou nos idées. Cette atteinte-là – immatérielle et profonde – peut appeler à réagir les citoyens de tous bords.

L'HOMME QUI AIME TROP L'ARGENT

Au lendemain de son investiture à l'Élysée, Nicolas Sarkozy s'enquiert du salaire de son prédécesseur, Jacques Chirac. Aussitôt, il décide d'augmenter substantiellement sa rémunération. La dotation était fixée à 101 488 euros, soit 8 457 euros par mois. Elle va passer à 19 331 euros mensuels. Ce qui fait dire à Aurélie Filippetti, députée socialiste de la Moselle : « Une hausse de 140 % de la rémunération du président de la République, quel exemple pour nos concitoyens ! Est-ce là une urgence pour la France ? » Comment interpréter un tel comportement, alors que le pouvoir d'achat des Français, qui viennent juste de l'élire, stagne ? La réponse est simple : en dehors d'un goût immodéré pour le pouvoir, le nouveau chef de l'État n'a qu'une préoccupation majeure dans l'existence : faire du fric.

Le Petit Chose de Neuilly-sur-Seine

Nicolas Sarkozy aime se comparer au Petit Chose, abandonné par son père et tirant le diable par la queue durant sa jeunesse. Une façon de prétendre qu'il se serait fait tout seul et n'aurait gravi les échelons que grâce à son inépuisable opiniâtreté. Il aime à répéter : « Je n'ai pas aimé mon enfance. » La réalité est très différente. Certes, Pal, le père hongrois volage, a bien déserté le domicile conjugal en 1959, mais Nicolas a été élevé dans

un hôtel particulier, rue Fortuny, près du parc Monceau, dans le XVII^e arrondissement parisien. L'été, la famille passe ses vacances près de Royan, sur la côte atlantique. À la mort du docteur Benedict Mallah, son grand-père maternel, en 1973, « Dadu », sa mère, achète un grand appartement avenue du Général-de-Gaulle, à Neuilly-sur-Seine, et s'y installe avec ses trois garçons. « Élevé par une mère avocate, le petit Nicolas n'a manqué de rien, loin de là. Il a toujours baigné dans un univers de riche », assurent Renaud Dély et Didier Hassoux¹, ajoutant que ce tableau à la Zola, que dépeint Nicolas Sarkozy, « a le don d'exaspérer son frère aîné, Guillaume ». Dadu était avocate, pas femme de ménage.

Mais quand on aspire à recueillir les suffrages des Français, il vaut mieux ne pas passer pour un privilégié. Neuilly est l'une des communes les plus riches de France, où se croisent banquiers, industriels, rentiers, acteurs, hauts fonctionnaires. Fortunes anciennes et nouveaux riches. C'est un ghetto chic. « Nous sommes arrivés à Neuilly comme des va-nu-pieds », prétend Nicolas Sarkozy. Il assure ne fréquenter que le serveur d'un restaurant italien, Ali, le patron de la supérette, ou Arthur, un pied-noir du Maroc, propriétaire d'un glacier². Toujours le Petit Chose, méprisé par les riches. « Pour compléter le tableau, le chef de l'État a l'habitude de raconter qu'il a dû travailler chez un fleuriste pour terminer ses études. Ce qui fait sourire ses amis de l'époque³... »

Le 2 avril 1974, Georges Pompidou, malade, décède brutalement. L'année précédente Nicolas Sarkozy, qui a passé son bac B sans mention, s'est inscrit à la

1. Renaud Dély et Didier Hassoux, *Sarkozy et l'argent roi*, Calmann-Lévy, 2008, p. 31.

2. Catherine Nay, *Un pouvoir nommé désir*, Grasset, 2007, p. 52.

3. Christophe Dubois et Marie-Christine Tabet, *L'Argent des politiques*, Albin Michel, 2009, p. 31.

faculté de droit de Nanterre. À dix-neuf ans, il pousse la porte de la permanence locale de l'UDR (Union pour la défense de la République), le parti gaulliste. Renaud Chauvot de Beauchêne était le secrétaire de section. « C'est moi qui l'ai emmené à son premier meeting, à la patinoire de Boulogne, écouter Chaban-Delmas en campagne pour l'élection présidentielle. J'ai très vite vu que Nicolas était un surdoué de la politique. Il a aussitôt pris en main les jeunes gaullistes de Neuilly. En 1977, il est entré au conseil municipal en même temps que moi », se souvient le militant¹.

Le premier mentor de Nicolas Sarkozy s'appelle Achille Peretti, dont nous parlerons plus loin assez longuement. Le maire de Neuilly a plus de soixante-cinq ans, le jeune militant gaulliste, moins de vingt-cinq. « Nicolas Sarkozy s'est choisi un patriarche, au sommet de la hiérarchie, sous l'aile duquel il se place et auquel il rend d'innombrables services. [...] En échange, il espère bénéficier de l'expérience et de la sagesse de l'ancien. Au bout du compte, bien sûr, il en sera l'héritier². »

C'est à cette époque que Nicolas Sarkozy rencontre Patrick Balkany, qui va devenir son meilleur ami. Natif de Neuilly, ce dernier milite à l'UDR et tente de ravir la commune voisine de Levallois-Perret aux communistes. Il vient d'un milieu fortuné. Son père, d'origine hongroise, a créé la marque Réty, spécialisée dans le prêt-à-porter de luxe. Patrick Balkany a épousé Isabelle Smadja, dont l'un des oncles, Henri Smadja, dirigeait le quotidien *Combat*. Les Balkany et Nicolas Sarkozy égrènent en chœur, encore aujourd'hui, le couplet du Petit Chose. Lorsqu'il remet les insignes de chevalier de la Légion d'honneur à Isabelle Balkany, en mai 2008 à l'Élysée, le président de la République raconte que, plus jeune, il aimait les bons restaurants, mais qu'il ne

1. Entretien avec l'auteur, Neuilly, mai 2010.

2. M.-È. Malouines, *op. cit.*, p. 28.

pouvait se les offrir. Heureusement, les Balkany étaient là pour payer l'addition...

Patrick Balkany en rajoute. Parlant du futur président de la République, il assure : « Il vivait dans une petite chambre et n'avait pas un rond en poche. Moi, j'étais déjà installé, j'avais une situation professionnelle. Je l'invitais donc tout le temps, je lui payais tout¹. »

À la même époque, Nicolas Sarkozy est rejoint par son premier et sans doute seul véritable disciple, un grand jeune homme blond et timide, Brice Hortefeux, fils de banquier né à Neuilly. « C'est aussi l'époque où il [Nicolas Sarkozy] était copain avec les "fils de". Il s'est ainsi lié d'amitié avec le fils Barre, puis avec le fils Decaux, le fils Lagardère, le fils Bouygues... Ce n'était pas si bête », se souvient Jean-François Probst², ancien proche de Jacques Chirac et de Charles Pasqua.

En 1978, Nicolas Sarkozy obtient une maîtrise de droit privé. Appelé sous les drapeaux, il est pistonné par Charles Pasqua, son autre mentor, l'homme fort du mouvement gaulliste dans les Hauts-de-Seine, qui lui obtient une affectation à la caserne Balard, où il peut rentrer chez lui chaque soir. L'année suivante, il entre à l'Institut d'études politiques de Paris. Il en ressort deux ans plus tard sans diplôme. « Il n'a pas la moyenne en anglais, ce qui est éliminatoire. L'anglais a toujours été son point faible », écrit l'éditorialiste Catherine Nay³. Le jeune militant gaulliste passe de justesse son certificat d'aptitude à la profession d'avocat (Capa), obtenant dix sur vingt. En septembre 1981, après l'élection présidentielle qui voit la victoire de François Mitterrand, il prête serment. Nicolas Sarkozy est recommandé par une amie de sa

1. Saïd Mahrane, « Sarko-Balka, les potes du "9-2" », *Le Point*, 15 novembre 2007.

2. Jean-François Probst, *Chirac, mon ami de trente ans*, Denoël, 2007, p. 225.

3. C. Nay, *op. cit.*, p. 114.

mère à Guy Danet, associé d'un grand cabinet parisien installé dans le XVII^e arrondissement. L'immense majorité des avocats débutants n'a pas la chance d'intégrer d'emblée un cabinet installé dans les beaux quartiers. Toutefois, Nicolas Sarkozy montre rapidement de réels talents d'animateur en aidant Guy Danet à se faire élire bâtonnier de Paris. En 1982, à vingt-sept ans, encore stagiaire, le futur président est promu associé.

Le conseiller municipal de Neuilly se lie rapidement avec deux des avocats du cabinet, Michel Leibovici, spécialisé en droit commercial, et Arnaud Claude, « un avocat traitant plutôt les questions liées à l'immobilier et à l'urbanisme », rappelle William Emmanuel¹. Le futur président, qui n'est pas un très bon technicien du droit, mesure vite les limites de la profession d'avocat. « Il préfère les négociations directes où sa force de persuasion peut lui permettre de l'emporter². » Beaucoup d'hommes politiques sont d'anciens avocats qui, dès leur entrée dans la vie active, étaient animés du désir de défendre la veuve et l'orphelin. Rien de cela chez Nicolas Sarkozy. À aucun moment, il n'imagine se porter au secours d'une pauvre femme sans emploi, accusée d'avoir volé dans un grand magasin pour nourrir ses enfants. Lui se tourne immédiatement vers le droit des affaires. Ce sont les riches – sinon les très riches – qui le fascinent. Et uniquement eux. « La volonté de Nicolas Sarkozy était, dès le départ, de faire une carrière politique. Je dirais même qu'il avait une ambition : devenir président de la République. Il avait donc un "plan de carrière". Être avocat, cela lui permettait d'avoir des relations dans le milieu des affaires », note Jacques Copper-Royer, associé de Guy Danet³. Nicolas Sarkozy a-t-il plaidé une

1. William Emmanuel, *Nicolas Sarkozy, la fringale du pouvoir*, Flammarion, 2007, p. 55.

2. *Ibid.*

3. David Servenay, « Quand Sarkozy l'avocat ne méprisait pas les paradis fiscaux », www.rue89.com, 4 février 2009.

seule fois? Même son associé Arnaud Claude peine à s'en souvenir.

D'abord et surtout un avocat d'affaires

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, anciens directeurs de recherche au CNRS, rappellent que les classes populaires et moyennes n'ont guère accès à la chose juridique. Elles ne la découvrent qu'en tant que victimes ou coupables. Il en va tout autrement des milieux favorisés. Dès l'enfance, ils acquièrent une culture juridique. « Les affaires et le patrimoine ne vont pas sans problèmes qui trouvent leur solution devant les tribunaux de commerce ou au civil. Il y a toujours quelque question fiscale ou immobilière qui réclame l'intervention de conseillers », écrivent-ils¹. L'avocat d'affaires étant au cœur du champ politique, rien d'étonnant à ce que Nicolas Sarkozy choisisse cette profession. Et que, devenu président de la République, il s'entoure d'autres avocats d'affaires dont la première préoccupation n'est pas de se pencher sur le sort de leurs compatriotes fauchés. Tels Christine Lagarde, Jean-Louis Borloo, Jean-François Copé, Patrick Devedjian ou Frédéric Lefebvre.

L'actuel locataire de l'Élysée n'a jamais été un révolté, ni même un contestataire comme le Jacques Chirac de dix-neuf ans, qui vendait *L'Humanité* dans la rue. Nicolas vomit Mai 68. Il ne comprend même pas les mouvements contestataires qui agitent parfois les jeunes ambitieux de la droite. Nicolas Sarkozy n'a aucun dessein, ni grand ni petit. Il n'a pas le sens de l'État.

1. Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot, *Le Président des riches, enquête sur l'oligarchie dans la France de Nicolas Sarkozy*, Zones, 2010, p. 85.

En 1987, Nicolas Sarkozy et ses deux amis, Arnaud Claude et Michel Leibovici, décident de voler de leurs propres ailes. Ils créent un cabinet d'avocats au 52, boulevard Malesherbes, dans le VIII^e arrondissement. Entretemps, Nicolas Sarkozy est devenu maire de Neuilly en 1983. Comme un élu peut choisir l'avocat qui lui convient pour défendre les intérêts de sa ville, les cités voisines de Puteaux et de Levallois-Perret manifestent leur préférence pour le cabinet de Nicolas Sarkozy. Avec une petite nuance, Arnaud Claude est l'avocat de Levallois-Perret depuis 1981, deux ans avant l'élection de Patrick Balkany. Le futur chef d'État s'est lié aux *beautiful people*, tous ces gens qui, à l'entendre, le méprisaient quand il a débarqué à Neuilly. Il y a les artistes, comme Christian Clavier, Jean Reno, François Valéry, les hommes d'affaires, tel Martin Bouygues, ou d'influence, à l'image de Jacques Attali. Tous ceux enfin que l'on surnommait « la bande du Fouquet's ». Malgré ses multiples occupations, Nicolas Sarkozy trouve le temps de marier Eddie Barclay, Johnny Hallyday, Jacques Martin et Henri Verneuil. Son job, c'est de ramener des clients, comme l'explique son associé Arnaud Claude au *Canard enchaîné*: « Nicolas n'a jamais été avocat à 100 %. Nous travaillions presque toujours en doublon. Michel [Leibovici] et moi complétons ses dossiers. Nous gérons l'aspect technique et il arrivait à Nicolas de mener les négociations. Ce qui fait qu'au final il n'a quasiment jamais suivi un dossier tout seul¹. »

Nicolas Sarkozy démarché les chefs d'entreprise. Entre quatre yeux, il leur explique que ceux qui ne sont pas avec lui sont contre lui. Et ça peut coûter cher aux hésitants. Victor Noir² cite le cas d'un homme

1. « Sarkozy, l'homme (trop) pressé », *Les Dossiers du Canard enchaîné*, octobre 2003.

2. Collectif de journalistes d'investigation animé par Karl Laske et Laurent Valdigué.

d'affaires, à la tête d'une société de plusieurs milliers de salariés installée à Puteaux. « Je suis avocat. Je peux assurer votre conseil. On pourrait faire un abonnement mensuel au cabinet », propose Nicolas Sarkozy. L'industriel décline l'offre, qui est, en fait, un ultimatum. En 1994, l'homme d'affaires « se persuade que le contrôle fiscal auquel il a droit est le retour de bâton de sa “rencontre” avec Sarkozy, devenu ministre du Budget¹ ». Les chiraquiens accuseront le ministre du Budget d'Édouard Balladur des mêmes maux : il hérite de la réputation de menacer de contrôles fiscaux les imprudents qui osent s'opposer à ses vues, qu'ils soient députés ou même ministres... Nicolas Sarkozy en fait tellement « qu'il est devenu une sorte de Satan pour ses adversaires. Sur Canal+, les “Guignols” le caricaturent en petit Belzébuth orné de deux cornes sur le front », ajoute Catherine Nay².

Maire et bientôt député, ministre, président du conseil général des Hauts-de-Seine, autant d'« arguments » pour convaincre les nantis de contribuer aux « bonnes œuvres », qui ne sont pas forcément celles du mouvement gaulliste. Nicolas Sarkozy se serait rapidement constitué sa propre cagnotte. « Il a vite compris que pour grimper, pour financer ses multiples déplacements, il fallait de l'argent. Et sur ce point, Sarkozy est totalement décomplexé. Il aime l'argent, il ne cesse de le répéter. Avec son copain Balkany, ils n'ont qu'une seule préoccupation : comment faire rentrer la monnaie³? », sourit Jean-François Probst, ancien maire de Bois-Colombes dans les Hauts-de-Seine et ancien proche collaborateur de Charles Pasqua.

1. Victor Noir, *Nicolas Sarkozy ou le destin de Brutus*, Denoël, 2005, p. 45.

2. C. Nay, *op. cit.*, p. 247.

3. Entretien avec l'auteur, Neuilly, décembre 2009.

LE CABINET D'AVOCATS CLAUDE-SARKOZY

Cette fascination malsaine pour le fric, que revendique inlassablement Nicolas Sarkozy, interpelle ses nombreux biographes. L'argent constitue l'étalon du système Sarkozy, observe Marie-Ève Malouines. « Il permet de mesurer la réussite, quel que soit le domaine où l'on exerce sa passion. Ne comptez pas sur lui pour admirer un artiste sans le sou. Dans le système de Nicolas Sarkozy, quand on est génial, on gagne obligatoirement de l'argent¹. » Selon le psychanalyste Jean-Pierre Winter, « Pour Sarkozy, l'argent, ce n'est pas le pouvoir de jouir des choses, c'est le statut social. Pour exister, il pense qu'il doit donner l'image d'un homme qui a du fric². »

Quel conflit d'intérêts?

La nature de ce culte assumé pour l'argent est clairement pathologique. À un point tel que les responsables de l'hebdomadaire *Marianne*, lorsqu'ils évoquent le sujet, voient Nicolas Sarkozy pratiquement entrer en transe: « Quand Chirac était là, vous ne l'interrogez jamais sur son rapport à l'argent! Hein? Hein? Et pourtant il s'en foutait plein les poches, le Chirac ». Avant d'ajouter: « En politique, je n'ai pas pris un sou, jamais.

1. M.-È. Malouines, *op. cit.*, p. 39.

2. R. Dély et D. Hassoux, *op. cit.*, p. 28.

Personne n'a jamais rien trouvé, personne ne trouvera jamais rien. Les autres politiques ne peuvent pas en dire autant. Vous ne comprenez rien. Ils ont tous pris du pognon! Ils sont partis riches¹ », éructe le chef de l'État. C'est exact, Nicolas Sarkozy n'a jamais été surpris les doigts dans le pot de confiture. Mais combien de politiciens français se font-ils attraper? Et, même lorsque c'est le cas, ne passent-ils pas généralement entre les gouttes, à l'image de Charles Pasqua?

La réaction du président de la République vis-à-vis des conflits d'intérêts doit être analysée au prisme de cette obsession pour l'argent. La notion même de conflit d'intérêts échappe à son entendement. Pour lui, les riches doivent s'enrichir, quels que soient les moyens. L'ancien maire de Neuilly ne peut comprendre l'indignation du commun des mortels née des révélations de l'affaire Bettencourt ou de celles de l'affaire Wildenstein (dont nous parlerons plus loin dans ce livre). « Sarkozy est persuadé que tout s'achète. On en a eu un parfait exemple avec l'épisode de l'Épad, quand il a tenté d'imposer son fils Jean. Il n'a d'oreille que pour les géants du BTP, qui salivent sur La Défense. Le malheur, c'est qu'il n'y a personne à l'Élysée pour lui ouvrir les yeux », constate Jean-François Probst, fin connaisseur du mouvement néo-gaulliste².

Si Nicolas Sarkozy est fasciné par l'argent, il ne souhaite pas pour autant jouer la transparence vis-à-vis de sa propre fortune. En janvier 2001, l'hebdomadaire *Le Point* consacre un dossier sur « Le patrimoine des maires » auquel le maire de Neuilly refuse de répondre. En décembre 2001, le mensuel *Capital*, intéressé par « Le patrimoine des hommes politiques », n'aura pas plus de chance avec lui. On sait seulement qu'il est à cette

1. Nicolas Domenach et Maurice Szafran, *Off, ce que Nicolas Sarkozy n'aurait jamais dû nous dire*, Fayard, 2011, p. 242.

2. Entretien avec l'auteur, Neuilly, décembre 2009.

époque propriétaire sur l'île de la Jatte – le quartier branché de Neuilly – d'un appartement de 212 mètres carrés agencé en duplex et acheté en 1997 pour 823 225 euros.

En 1993, lorsqu'il intégra le gouvernement d'Édouard Balladur comme ministre du Budget, Nicolas Sarkozy se fit « omettre » du barreau. En 1995, après la défaite de son champion aux présidentielles, il retrouve aussitôt son cabinet d'avocats. En 2002, quelques jours avant son retour au gouvernement – comme ministre de l'Intérieur, cette fois –, Nicolas Sarkozy crée avec Arnaud Claude une société d'exercice libéral par actions simplifiée (Selas). Si les circonstances l'obligent une nouvelle fois à se faire « omettre » du barreau, la nature juridique de son cabinet autorise que son nom reste sur l'enseigne et qu'il perçoive des dividendes. « Le ministre dispose d'un tiers des actions, qu'il a achetées pour 6800 euros. À la fin de sa première année d'exploitation, ce cabinet, qui compte dix-huit avocats, présentait un chiffre d'affaires net de 1 509 000 euros. Depuis cette date, la société n'a jamais publié ses comptes, comme la loi, en théorie, l'y oblige¹. »

Parmi les très riches clients de Nicolas Sarkozy, Martin Bouygues, Bernard Arnault et LVMH, ainsi que le groupe pharmaceutique Servier, qui a défrayé la chronique récemment. Le maire de Neuilly a également aidé Serge Dassault, lorsqu'il succéda à son père Marcel, et Arnaud Lagardère, après la mort de son père Jean-Luc. Sans oublier Dominique Desseigne, après le décès de son épouse Diane Barrière, afin de prendre en main la gestion du groupe Lucien Barrière. Le scandale du Mediator, médicament des laboratoires Servier – soupçonné d'avoir causé la mort de centaines, voire de milliers, de malades – mériterait un chapitre à lui tout seul. Rappelons simplement que Jacques Servier, fondateur et P-DG du deuxième laboratoire français, neuvième fortune de France, est l'un des

1. « Une carrière pleine de ressources », www.lexpress.fr, 24 janvier 2007.

plus gros clients de l'avocat Nicolas Sarkozy. Ce dernier lui a remis la grand-croix de la Légion d'honneur le 7 juillet 2009. L'ancien avocat d'affaires conseillait le groupe Servier pour payer « le moins d'impôt possible¹ ». Les Pays-Bas bénéficiant d'un droit très favorable en matière fiscale pour les fondations, Nicolas Sarkozy a suggéré au groupe de devenir la propriété d'une fondation de droit néerlandais²... Quant à Dominique Desseigne, c'est lui qui a accueilli Nicolas Sarkozy, le soir de son élection, dans son palace parisien du Fouquet's. Le maire de Neuilly n'aime et ne côtoie que les riches. Y compris les riches étrangers, comme l'homme d'affaires Albert Frère, première fortune de Belgique, ou le milliardaire canadien Paul Desmarais, P-DG de Power Corporation. « Le 6 mai 2007, Nicolas Sarkozy était à peine élu qu'il tombait le masque en faisant un doigt d'honneur aux Français qui avaient commis l'erreur de le croire », observe Franz-Olivier Giesbert³.

1. Isabelle Barré, « Du Sarkozyl dans le Mediator... », *Le Canard enchaîné*, 29 décembre 2010.

2. Grégoire Biseau, « L'avocat Sarkozy, conseiller "historique" de Servier », *Libération*, 23 décembre 2010.

3. Franz-Olivier Giesbert, *M. le Président. Scènes de la vie politique 2005-2011*, Flammarion, 2011, p. 71.